

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-18 du 3 mai 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis adoptent de nouvelles sanctions contre la Russie
2. Le Congrès adopte une loi visant à bannir les importations d'uranium russe à partir de 2028
3. L'USTR publie son rapport sur la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle

Climat – énergie – environnement

4. L'administration Biden agit pour renforcer les capacités du réseau électrique américain
5. L'administration Biden finalise une série de normes visant à réduire la pollution des centrales électriques alimentées aux combustibles fossiles
6. La Maison-Blanche modernise le procédé d'examen environnemental pour les permis de projets d'infrastructures et d'énergie

Transport et infrastructure

7. La FAA publie un règlement sur les normes d'émission de particules fines pour les avions
8. Le Département des Transports rend obligatoire le freinage d'urgence automatique pour les véhicules légers à partir de 2029

Industrie

9. Le Département du Commerce lance le programme CHIPS Women in Construction Framework

Distribution et divertissement

10. Universal Music Group met fin au boycott de la plateforme TikTok à la faveur d'un nouvel accord commercial

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA intensifie ses recherches sur l'IAHP chez les bovins alors que la Colombie impose un embargo sur les importations de bovins d'origine américaine

Numérique et innovation

12. Des sénateurs introduisent une proposition de loi visant à renforcer la sécurité des systèmes d'IA
13. Huit journaux américains portent plainte contre OpenAI et Microsoft pour violation du droit d'auteur

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis adoptent de nouvelles sanctions contre la Russie

Le 1^{er} mai, les États-Unis ont adopté de nouvelles sanctions contre la Russie et plusieurs entités étrangères participant au contournement des sanctions en vigueur. Ces 280 nouvelles sanctions, réparties entre les Départements du [Trésor](#) et d'[État](#), ciblent en premier lieu l'appareil militaro-industriel russe, en particulier les entités impliquées dans les programmes de conception d'armes chimiques et biologiques ainsi que de drones. Le secteur énergétique russe est également visé par ce nouveau train de sanctions, notamment des sociétés et navires participant à la production et au transport de gaz naturel liquéfié en lien avec le projet Arctic LNG 2. Dans le domaine de la métallurgie, plusieurs entités affiliées au groupe Sibanthracite, principal producteur russe de charbon métallurgique, font l'objet de désignations. Ces nouvelles sanctions ciblent aussi des entités basées en dehors du territoire russe, en Azerbaïdjan, Belgique, Chine et Hong Kong, Slovaquie, Turquie et aux Émirats arabes unis, accusées d'avoir contourné les sanctions en fournissant du matériel au profit de la Russie. Trois individus impliqués dans le décès d'Alexeï Navalny ont par ailleurs été sanctionnés.

Les communiqués publiés par les deux départements précisent que le Département de la Justice a en outre déposé le 1^{er} mai une plainte pour confisquer des trains d'atterrissage saisis par les douanes américaines à l'aéroport de Miami en septembre 2023, alors que ceux-ci devaient être exportés vers une société au Kirghizstan accusée de réexporter du matériel au profit de la Russie.

Quelques jours avant l'annonce de ces nouvelles sanctions, le Département américain du Trésor avait [prolongé](#) jusqu'au 1^{er} novembre 2024 la licence générale n°8 autorisant, par exception, les transactions dans le secteur énergétique impliquant certaines banques et établissements financiers russes sanctionnés.

2. Le Congrès adopte une loi visant à bannir les importations d'uranium russe à partir de 2028

Le Sénat a [adopté](#) à l'unanimité le 30 avril une proposition de loi visant à bannir les importations d'uranium faiblement enrichi en provenance de Russie. Cette législation, [intitulée](#) Prohibiting Russian Uranium Imports Act, avait été adoptée de manière bipartisane en décembre dernier par la Chambre des représentants [voir [Brèves sectorielles du 15 décembre 2023](#)]. Elle interdit l'importation aux États-Unis d'uranium faiblement enrichi produit en Russie ou par une entité russe, et d'uranium faiblement enrichi d'origine russe qui aurait fait l'objet d'échanges (swap) dans l'optique de contourner la réglementation américaine. Le texte prévoit cependant des mesures dérogatoires afin de ne pas procéder à un arrêt brutal de ces importations, en établissant des quotas d'importation annuels

valables jusqu'au 1^{er} janvier 2028. La législation prévoit que cette interdiction soit levée le 31 décembre 2040. Après son adoption au Congrès, la proposition de loi doit désormais être signée par le président américain avant d'être promulguée.

3. L'USTR publie son rapport sur la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle

Le 25 avril, l'USTR a [publié](#) son rapport spécial 301 sur la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle pour l'année 2024. Ce rapport analyse les mesures législatives, réglementaires et judiciaires adoptées par plus de cent partenaires commerciaux des États-Unis en matière de propriété intellectuelle afin d'étudier leur impact pour les acteurs économiques américains. Dans le communiqué annonçant la publication du rapport, la Représentante américaine au Commerce Katherine Tai a [déclaré](#) que « de nombreuses problématiques mises en évidence dans le rapport spécial 301 exigent des efforts de collaboration de la part de nos alliés et partenaires », estimant que « l'une des principales concerne les produits de contrefaçon qui posent des risques pour la santé et la sécurité ».

Comme le précédent rapport, les sept mêmes pays figurent sur la liste de surveillance prioritaire (« Priority Watch List ») : Argentine, Chili, Chine, Inde, Indonésie, Russie et Venezuela.

Vingt partenaires commerciaux figurent cette année sur la liste de surveillance (« Watch List ») et méritent une attention bilatérale pour résoudre les problèmes sous-jacents de propriété intellectuelle d'après l'USTR : Algérie, Barbade, Biélorussie, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Colombie, Égypte, Équateur, Guatemala, Mexique, Pakistan, Paraguay, Pérou, Thaïlande, Trinité et Tobago, Turkménistan, Turquie et Vietnam. La République dominicaine et l'Ouzbékistan sont retirés de la liste à la faveur de leurs progrès dans la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle.

Le rapport relève que la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle demeurent très préoccupantes en Chine, malgré certaines évolutions positives, en raison des problématiques de longue date non résolues tels que le transfert de technologie, les secrets d'affaires, les marques de mauvaise foi, la contrefaçon, le piratage en ligne et les indications géographiques. En outre, les déclarations des responsables politiques chinois sur la propriété intellectuelle comme « outil stratégique » pour la compétitivité internationale de la Chine soulèvent toujours de vives préoccupations de l'USTR.

Le rapport réitère les préoccupations des États-Unis concernant les politiques « agressives » de l'Union européenne pour la promotion, la protection et la défense de ses indications géographiques auprès de ses partenaires commerciaux et de l'extension de ce système de protection aux indications géographiques industrielles et artisanales.

Brèves

- Selon des informations [publiées](#) le 26 avril par Reuters, le premier panel d'experts constitué dans le cadre du Mécanisme de réponse rapide de l'Accord commercial entre les États-Unis, le Mexique et le Canada (USMCA) a donné raison au gouvernement mexicain à propos d'un litige ouvert par les États-Unis concernant des soupçons de manquement aux droits d'association et de négociation collective au sein d'un groupe minier mexicain [voir [Brèves sectorielles du 16 juin 2023](#)]. Le panel d'experts aurait en effet considéré qu'il n'avait pas la compétence pour se prononcer sur des litiges antérieurs à l'entrée en vigueur de l'accord, cet argument ayant été soulevé par le Mexique lors de l'ouverture du litige. Le rapport de panel n'a pas encore été officiellement rendu public et les États-Unis n'ont pas réagi à ce stade à l'annonce mexicaine.
- Le 2 mai, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) cinq individus accusés de faciliter le contournement de sanctions au profit d'un citoyen libanais lié au Hezbollah.

Climat – énergie – environnement

4. L'administration Biden agit pour renforcer les capacités du réseau électrique américain

Le 25 avril, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) une nouvelle règle fédérale sur les permis, visant à réduire de moitié les délais d'examen pour les projets d'installations de transport d'électricité terrestres, tout en maintenant l'intégrité du processus d'examen environnemental.

La nouvelle règle établit le Programme coordonné d'autorisations et de permis de transmission interagences (CITAP), conformément à la loi sur la responsabilité fiscale (FRA) de 2023. L'objectif est de ramener à deux ans maximum la délivrance des autorisations et des permis fédéraux pour le transport d'électricité.

Le DoE a également annoncé un nouvel investissement de 331 M\$ pour ajouter plus de 2 000 MW de capacité de réseau supplémentaire dans l'ouest des États-Unis.

Le DoE indique que cet investissement dans les capacités de transmission électrique constitue une nécessité afin de répondre à la demande croissante d'électricité, d'assurer un service électrique fiable et résilient et de fournir des énergies propres à faible coût aux clients au moment et à l'endroit où ils en ont besoin. Selon le DoE, au cours de la dernière décennie, les lignes de transmission aux États-Unis ont été construites à un rythme deux fois moins élevé qu'au cours des trois décennies précédentes, souvent en raison de problèmes d'obtention de permis et de financement.

5. L'administration Biden finalise une série de normes visant à réduire la pollution des centrales électriques alimentées aux combustibles fossiles

Le 25 avril, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) une série de normes visant à réduire la pollution de certaines centrales électriques alimentées aux combustibles fossiles. Les quatre normes annoncées comprennent :

- Une règle finale pour les centrales au charbon existantes et les nouvelles centrales au gaz naturel garantissant que toutes les centrales au charbon qui prévoient de fonctionner à long terme et toutes les nouvelles centrales alimentées au gaz contrôlent 90 % de leur pollution carbone. Cette règle concerne toutes les centrales électriques qui utilisent des générateurs de vapeur et toutes les nouvelles centrales électriques qui utiliseront des turbines à combustion. Ce règlement ne concerne pas les centrales existantes qui utilisent des turbines à gaz. L'analyse associée à la publication de ce règlement prévoit des réductions cumulées de 1,4 Mdt de CO₂ à horizon 2047 ;
- Une règle finale renforçant et mettant à jour les normes sur le mercure et les substances toxiques dans l'air (MATS) pour les centrales électriques au charbon, réduisant le plafond d'émissions de métaux toxiques de 67 % et de 70 % pour les émissions de mercure provenant de sources existantes alimentées au lignite ;
- Une règle finale visant à réduire les polluants rejetés par les eaux usées des centrales électriques au charbon, garantissant ainsi une eau plus propre aux communautés concernées ;
- Une règle finale qui exigera une gestion sûre des cendres de charbon qui sont placées dans des zones qui n'étaient pas réglementées au niveau fédéral jusqu'à présent, y compris dans des zones d'élimination précédemment utilisées qui peuvent fuir et contaminer les eaux souterraines.

L'EPA indique que l'annonce de ces 4 évolutions réglementaires traduit sa volonté de répondre à l'industrie : fournir des certitudes réglementaires alors que le secteur de l'électricité investit à long terme.

6. La Maison-Blanche modernise le procédé d'examen environnemental pour les permis de projets d'infrastructures et d'énergie

Le 30 avril, la Maison-Blanche a [indiqué](#) que son Conseil sur la qualité de l'environnement (CEQ) a finalisé une règle visant à réformer, simplifier et moderniser le processus d'examen environnemental fédéral prévu par la loi sur la politique nationale de l'environnement (NEPA).

Cette règle de mise en œuvre de la réforme bipartite des permis rend effective les nouvelles efficacités en matière de permis que le

président a garanties dans la loi sur la responsabilité fiscale (FRA) de 2023, notamment en fixant des délais clairs pour que les agences réalisent les examens environnementaux, en exigeant la désignation d'une agence principale pour chaque projet, avec des attentes spécifiques pour les agences principales et les agences coopérantes, et en créant un processus d'examen fédéral unifié et coordonné.

La nouvelle règle encourage également l'engagement précoce du public dans le processus d'examen environnemental afin de réduire les conflits, d'accélérer l'examen des projets, d'améliorer la conception et les résultats des projets et d'accroître la durabilité juridique. L'ensemble de ces réformes permettra d'accélérer l'octroi de permis dans des domaines aussi variés que la gestion des incendies de forêt, l'infrastructure de recharge des véhicules électriques, l'internet à haut débit et la fabrication de semi-conducteurs.

Le communiqué précise que cette règle de mise en œuvre de la réforme bipartisane des permis s'appliquera aux projets dont l'examen environnemental débutera le 1^{er} juillet 2024 ou après cette date. Elle ne perturbera pas les processus d'examen environnemental en cours.

Brèves

- Le 29 avril, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que les émissions de CO₂ liées à l'énergie aux États-Unis ont diminué de 3 % en 2023. Plus de 80 % des réductions d'émissions ont eu lieu dans le secteur de l'électricité, qui a émis environ 7 % de moins de CO₂ qu'en 2022, en grande partie en raison de la diminution de la production d'électricité à partir du charbon, remplacée par la production à partir de l'énergie solaire et du gaz naturel. Les émissions des secteurs de l'industrie et des transports sont demeurées relativement inchangées, avec des écarts de moins de 1 % par rapport à 2022.
- Le 30 avril, le Département de l'Énergie (DoE) a [relayé](#) une déclaration conjointe des États-Unis et du Royaume-Uni, à l'occasion de la tenue de leur Dialogue stratégique sur l'énergie (SED). Ils ont notamment échangé à propos des enjeux liés aux énergies renouvelables, du renforcement des capacités d'enrichissement et de conversion de l'uranium, de fusion nucléaire et de sécurité énergétique.
- Le 30 avril, l'Agence d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que la production éolienne a diminué en 2023 pour la première fois depuis les années 1990 (-2,1 % par rapport à 2022) malgré l'ajout de 6,2 GW de nouvelles capacités éoliennes l'année dernière. Des vitesses de vent plus lentes que la normale ont affecté la production éolienne en 2023, en particulier au cours du premier semestre de l'année où la production éolienne a chuté de 14 % par rapport à la même période en 2022. D'après l'US EIA, ce déclin de la production éolienne en 2023 après des décennies de croissance rapide

indique que l'énergie éolienne en tant que source de production arrive à maturité.

- Le 1^{er} mai, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que le réacteur nucléaire de l'unité 4 de 1 114 MW de la centrale Vogtle, près de Waynesboro, en Géorgie, est entré en exploitation commerciale après avoir été connecté au réseau électrique en mars 2024. Le démarrage commercial de l'unité 4 complète le projet d'agrandissement de l'usine Vogtle lancé il y a 11 ans.

Transport et infrastructure

7. La FAA publie un règlement sur les normes d'émission de particules fines pour les avions

Le 26 avril, l'Agence fédérale de l'aviation (FAA) a [publié](#) un règlement final sur les émissions de particules fines pour les aéronefs civils, permettant l'application effective des plafonds d'émission en la matière instaurés par l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (US EPA) sur la base des normes adoptées dans le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

La FAA indique que les particules fines non-volatiles (*non-volatile particulate matter* – nvPM), visées par le règlement, ont des effets sur la santé humaine en cas d'inhalation et peuvent également favoriser l'apparition et la persistance de nuages formés par les traînées de condensation des réacteurs, qui peuvent avoir un impact sur le climat.

Outre le niveau maximal de ces émissions, le nouveau règlement instaure une nouvelle méthode de mesure des nvPM, en remplacement de la méthode utilisée jusqu'alors. Établie dans le cadre du Clean Air Act en 1973, l'ancienne méthode se fondait sur la détermination d'un « nombre de fumée » (*smoke number*), évalué uniquement à partir de l'opacité des rejets de fumées et particules visibles des réacteurs d'avion. Cette méthode étant jugée insuffisamment fiable, une nouvelle méthode a été mise en avant dans le cadre de l'OACI à partir de 2013 puis adoptée par les États-Unis en 2020. Cette nouvelle méthode permet d'évaluer plus précisément les émissions de particules, notamment pour les particules les plus fines, qui sont le plus préjudiciable à la santé humaine, surtout lorsqu'elles sont émises à proximité des aéroports et des zones habitées pendant les phases de décollage et d'atterrissage.

8. Le Département des Transports rend obligatoire le freinage d'urgence automatique pour les véhicules légers à partir de 2029

L'Agence fédérale chargée de la sécurité autoroutière (NHTSA) a [publié](#) le 29 avril une nouvelle norme de sécurité des voitures et des camions légers, applicable à partir de septembre 2029, qui rend obligatoire la fonction de freinage d'urgence automatique (*automatic emergency braking* -- AEB) sur tous les véhicules neufs de moins de 4,5 t.

Les systèmes AEB s'appuient sur un ensemble de capteurs permettant de détecter les risques de collision imminente avec un obstacle ou un piéton situé à l'avant du véhicule et, si le conducteur ne le fait pas, d'enclencher automatiquement le freinage du véhicule. Ces systèmes devront être capables de détecter les piétons de jour comme de nuit et être capables d'éviter une collision avec un véhicule roulant jusqu'à 100 km/h.

La NHTSA indique que la fonction AEB est déjà présente sur la plupart des véhicules neufs et que de nombreux modèles se conformeront à cette nouvelle norme avant même sa date d'application obligatoire. Elle estime que cette nouvelle norme devrait chaque année sauver au moins 360 vies et éviter au moins 24 000 blessés.

Prévue par la loi bipartisane sur les infrastructures votée en 2021, cette actualisation des normes fédérales de sécurité des véhicules s'inscrit dans la [Stratégie nationale de sécurité routière](#) lancée par le Département des Transports en 2022. Cette stratégie doit permettre de lutter contre l'accidentologie routière, en hausse ces dernières années et responsable d'environ 40 000 décès chaque année aux États-Unis depuis 2020.

En outre, la NHTSA indique qu'un règlement visant à rendre les systèmes AEB obligatoires également pour les poids lourds, [proposé](#) en juin 2023, est en cours de finalisation.

Industrie

9. Le Département du Commerce lance le programme CHIPS Women in Construction Framework

Le 2 mai, le Département du Commerce (DoC) a [lancé](#) le programme CHIPS Women in Construction Framework, qui vise à doubler le nombre de femmes travaillant dans le secteur de la construction au cours des dix prochaines années afin de répondre aux objectifs du CHIPS Act en matière d'emploi. Avec ce programme, les entreprises volontaires œuvreront conjointement avec différents partenaires (contractants, syndicats, réseaux d'emploi) pour instaurer un ensemble de bonnes pratiques permettant d'augmenter la part des femmes dans le secteur et d'accompagner vers l'emploi les publics

les plus en difficulté. Le programme dispose de cinq bonnes pratiques que les entreprises devront veiller à mettre en œuvre : 1) la mise en place d'objectifs et d'indicateurs de progression 2) la construction de partenariats avec les communautés d'emplois existantes 3) le développement de la formation et de l'apprentissage en mobilisant des investissements dédiés 4) l'accès à des aides sociales 5) la garantie de conditions de travail décentes. Les entreprises américaines Intel et Micron ont déjà annoncé se porter volontaires pour participer à ce programme. Le DoC estime que les investissements dans de nouvelles usines par Intel [voir [Brèves sectorielles du 22 mars 2024](#)] et Micron [voir [Brèves sectorielles du 26 avril 2024](#)] vont respectivement générer la création de 20 000 et 9 000 emplois dans le domaine de la construction. Le CHIPS Program Office (CPO) indique que toutes les entreprises ayant bénéficié de subventions dans la cadre du CHIPS Act peuvent se porter volontaire pour ce programme.

Distribution et divertissement

10. Universal Music Group met fin au boycott de la plateforme TikTok à la faveur d'un nouvel accord commercial

Le 1^{er} mai, le groupe Universal Music Group (UMG) a [officialisé](#) le retour de son catalogue musical sur la plateforme TikTok à la suite d'un nouvel accord, qui met fin au boycott de trois mois mené depuis la fin de leur précédent contrat le 31 janvier 2024. Ce nouveau contrat permettra aux artistes et auteurs du label d'obtenir une meilleure rémunération qu'avec l'accord précédent, et d'aligner la rémunération avec les autres plateformes existantes. Par ailleurs, l'accord prévoit une meilleure protection de l'« art humain » face à la montée de l'IA dans l'industrie musicale, en assurant aux artistes des retombées économiques lorsque leurs productions font l'objet d'une utilisation par l'IA sur la plateforme. La position d'UMG dans les négociations avec TikTok avait été perturbée par la décision de l'artiste la plus importante du label, Taylor Swift, de remettre son catalogue (dont elle possède les droits) en libre accès sur la plateforme au mois d'avril, à l'occasion d'un nouvel album. Ce nouvel accord prévoit par ailleurs que la plateforme fasse bénéficier les artistes du label d'une meilleure promotion et affiliation. En 2023, les revenus liés à TikTok représentaient 110 M\$ pour UMG, soit 1 % de leur chiffre d'affaires annuel, un chiffre largement inférieur à d'autres plateformes tel que Youtube, qui a rapporté 1,8 Md\$ à l'entreprise en 2022.

Brèves

- Le groupe Walmart a [annoncé](#) la création d'une nouvelle marque « Better Goods » pour conserver sa nouvelle clientèle acquise depuis la sortie de la pandémie, en proposant des gammes de produits davantage orientées vers les nouveaux

régimes alimentaires : *plant-based*, *gluten free*, etc. Cette marque constitue le lancement le plus important pour Walmart depuis 20 ans, après la gamme « Great Value ». Cette nouvelle gamme doit permettre à Walmart d'attirer et de conserver les consommateurs identifiés comme ceux de la classe moyenne supérieure et de la génération Z. Le groupe indique que près de 70 % des produits de cette marque se situeront sous le seuil de 5 \$.

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA intensifie ses recherches sur l'IAHP chez les bovins alors que la Colombie impose un embargo sur les importations de bovins d'origine américaine

Le Département de l'Agriculture américain (USDA) continue d'approfondir son plan de surveillance de la grippe aviaire chez les bovins à des fins d'une meilleure connaissance de la maladie. Cela se traduit notamment par la mise en place d'un processus d'inspection de la viande, supervisé par des vétérinaires du Service d'inspection et de sécurité alimentaire ([FSIS](#)).

Ce processus comprend :

- L'analyse d'échantillons de bœuf haché prélevés dans des points de ventes situés dans l'un des 9 États où des troupeaux laitiers ont été contaminés.
- L'examen d'échantillons de muscles provenant de vaches laitières abattues à des fins d'élimination dans l'un de ces 9 États.
- L'analyse de la viande hachée cuite à différentes températures afin d'évaluer l'efficacité de la cuisson contre le virus.

Les échantillons positifs seront soumis à d'autres tests plus poussés pour détecter l'éventuelle présence du virus vivant. À ce stade, les premiers résultats des analyses PCR [publiées](#) par l'USDA sur 30 échantillons de viande hachée n'ont révélé aucune trace du virus.

Par ailleurs, la Colombie a décrété un embargo sur l'importation de viande bovine provenant des 9 États américains touchés : Caroline du Nord, Colorado, Dakota du Sud, Idaho, Kansas, Michigan, Nouveau Mexique, Ohio et Texas. L'USDA a [publié](#) la liste des produits concernés par cet embargo.

Même si le marché colombien est un marché relativement modeste pour les exportations américaines de viande bovine (40 M\$ en 2023), la fédération américaine des exportations de viande (USMEF) a publié un [communiqué](#) dans lequel elle déplore ces mesures adoptées par la Colombie et estime qu'elles ne sont pas fondées sur la science.

Brèves

- Les présidents des commissions agricoles du Sénat et de la Chambre des représentants ont publié simultanément ce mercredi 1^{er} mai, leurs premières ébauches respectives de la prochaine loi agricole (Farm Bill). Le document [publié](#) par la présidente démocrate du Sénat Debbie Stabenow est relativement détaillé et sanctuarise en priorité les crédits dédiés aux programmes nutritionnels et de conservation. De son côté, le président républicain de la commission agricole à la Chambre G. Thompson a [publié](#) un document plus synthétique où l'accent est d'abord mis sur le renforcement des filets de sécurité en faveur du revenu des agriculteurs.
- Le Département américain du Trésor et le Service des impôts (IRS) ont [publié](#) un document d'orientation sur les carburants d'aviation durables (SAF). Ce document présente un modèle révisé ([40B SAF-GREET 2024](#)) qui permet de mesurer les émissions de gaz à effet de serre des SAF. Ce nouveau modèle pourrait reconnaître comme SAF les biocarburants d'origine agricole et donc les rendre éligibles aux crédits d'impôt, sous réserve que leur mode de production intègre des exigences particulières comme le semis sans labour, les couverts végétaux d'intercultures et un usage raisonné d'engrais.

Numérique et innovation

12. Des sénateurs introduisent une proposition de loi visant à renforcer la sécurité des systèmes d'IA

Les sénateurs Mark Warner (D-Virginie) et Thom Tillis (R-Caroline du Nord) ont récemment [présenté](#) une proposition de loi visant à renforcer la sécurité des systèmes d'intelligence artificielle aux États-Unis. Intitulé « Secure Artificial Intelligence Act », le texte prévoit la création d'un Centre de sécurité pour l'intelligence artificielle au sein de la National Security Agency (NSA). Ce centre aurait pour mission principale d'édicter des lignes directrices pour se prémunir des « techniques contre-IA » (*counter AI techniques*), c'est-à-dire des pratiques destinées à manipuler les systèmes d'IA à l'instar de l'empoisonnement des données et de l'exfiltration de modèles. En outre, la proposition de loi exigerait que le National Institute of Standards and Technology (NIST) et la Cybersecurity and Infrastructure Security Agency (CISA) créent une base de données recensant les incidents de la sécurité des systèmes d'IA, y compris les « quasi-accidents » (*near-misses*).

13. Huit journaux américains portent plainte contre OpenAI et Microsoft pour violation du droit d'auteur

Un groupe de huit journaux américains, dont le New York Daily News, le Chicago Tribune et le Denver Post, a [intenti](#) une action en justice

contre OpenAI et Microsoft. La plainte, déposée le 30 avril auprès d'un tribunal fédéral dans l'État de New York, accuse les entreprises technologiques de s'approprier illégalement des millions d'articles de presse pour entraîner leurs chatbots d'intelligence artificielle, sans permission ni rémunération. Les journaux, tous propriété d'Alden Global Capital, affirment que ces pratiques menacent leur capacité à collecter et rapporter des informations de manière indépendante. Ils exigent que les modèles d'IA développés à partir de leurs contenus soient retirés et que leur utilisation cesse immédiatement. En décembre 2023, le New York Times avait également porté plainte contre OpenAI et Microsoft pour des motifs similaires, affirmant que l'utilisation du contenu qu'il produit par les entreprises technologiques menaçait la viabilité de ses opérations journalistiques.

Brèves

- Le Kids Online Safety Act (KOSA) a été [réintroduit](#) en tant qu'amendement à la proposition de loi visant à réautoriser de l'Agence fédérale de l'aviation (FAA), en discussion au Sénat. Cet amendement, déposé par les sénateurs Marsha Blackburn (R-Tennessee) et Richard Blumenthal (D-Connecticut), vise à contrer la diffusion de contenus nuisibles sur les plateformes numériques, notamment ceux liés au suicide ou aux troubles alimentaires.
- La Federal Communications Commission (FCC) a [infligé](#) des amendes d'un montant total de près de 200 M\$ à AT&T (57 M\$), Sprint (16 M\$), T-Mobile (80 M\$) et Verizon (47 M\$) pour partage illégal des données de localisation de leurs clients.
- La Commission européenne a [annoncé](#) l'ouverture d'enquêtes concernant la modération de contenus et les publicités politiques sur Facebook et Instagram, au titre des dispositions du Digital Services Act. Cette démarche fait suite à des rapports sur l'utilisation de publicités par des entités russes lors des élections européennes, avec un focus particulier sur la gestion des contenus nuisibles et les *deepfakes*.
- Microsoft a [publié](#) son premier Rapport de transparence sur l'IA responsable, détaillant ses principes et pratiques pour le développement et la surveillance des applications d'IA générative, mettant en lumière son engagement envers une IA éthique.
- La Cour Suprême des États-Unis a [décidé](#) de ne pas intervenir contre une loi du Texas exigeant des sites pornographiques de vérifier l'âge de leurs utilisateurs, malgré les préoccupations soulevées concernant les libertés fondamentales garanties par le Premier Amendement.
- Le Département de la Sécurité intérieure (DHS) a [créé](#) le Conseil de sécurité et de sûreté de l'IA, présidé par le Secrétaire à la Sécurité intérieure Alejandro Mayorkas. Ce

conseil, composé de dirigeants du secteur privé et public, vise à éclairer le gouvernement sur les pratiques sécurisées d'IA dans les infrastructures critiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)